



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

**ARRETE MINISTERIEL N° 0378/CAB.MIN/MINES/01/2016 DU 29 AGOUT 2016
PORTANT DECHEANCE DE LA SOCIETE MANONO MINERALS SARL DE SES
DROITS SUR
LE PERMIS D'EXPLOITATION N° 12202**

Vu la Constitution, telle que modifiée et complétée à ce jour, spécialement ses articles 93, 202 point 36 lettre f, et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 12 alinéa 2 lettre c, 286, 287 et 289 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, notamment ses articles 561 alinéa 1^{er} lettre a, c et 562 ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 014/078 du 07 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} lettre B point 19 ;

Considérant la notification n°1004/354/DM/M.H.OM/2016 du 27 juillet 2016 de Procès-verbal de constat de non commencement de travaux de développement et de construction, à la société **MANONO MINERALS SARL** ;

Considérant que la société sus-indiquée n'a pas présenté les moyens de défense dans le délai prescrit par le Code Minier ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier ;

ARRETE :



Article 1^{er} :

Sans préjudice d'autres sanctions prévues par les Code et Règlement Miniers, la société **MANONO MINERALS SARL** est déchue de ses droits découlant du Permis d'Exploitation n°12202.

Article 2 :

La société **MANONO MINERALS SARL** dispose d'un délai de 30 (trente) jours à compter de l'affichage du présent Arrêté au guichet du Cadastre Minier pour exercer son droit de recours.

Article 3 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 29 AOUT 2016

Martin KABWELULU

AMPLIATIONS:

- Cabinet du Président de la République : (1)
- Cabinet du Premier Ministre : (1)
- Cabinet du Ministre des Mines : (2)
- Secrétariat Général des Mines : (1)
- Cadastre Minier : (1)
- C.T.C.P.M. : (1)
- SAESSCAM : (1)
- Direction du Service des Mines : (1)
- Direction des Investigations : (1)
- Direction chargée de la Protect de l'Environ. : (1)
- Div. Prov/des Mines & Géologie du ressort : (1)
- Sté MANONO MINERALS SARL : (1)